

OBSERVATOIRE
DE LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE

Les coulisses du pouvoir

N°6 - juin 2008

SOMMAIRE**Susan Trouvé-Finding**

Les coulisses du pouvoir et la démocratie
parlementaire au Royaume-Uni * 11

David Miller, William Dinan

Corridors of Power: lobbying in the UK 25

Agnès Alexandre-Collier

Les stratégies disciplinaires des Whips :
pressions et intimidations dans les coulisses de
la Chambre des communes * 47

Muriel Cassel-Piccot

Libéraux et Libéraux Démocrates : dans
l'ombre des Travaillistes ? 67

James McKay

The Passage of the 1962 Commonwealth
Immigrants Act, a Case-Study of Backbench
Power 89

Nicholas Sowels

Le Trésor : toujours au cœur de l'économie et
des services publics ? * 109

Véronique Molinari

Women2Win et la féminisation du Parti
conservateur : aspirations féministes ou
simple stratégie électorale ? * 125

Emma Bell

New Guests in the Corridors of Power: the
decline of the liberal élite and the forging of a
new penal consensus * 145

Moya Jones

Behind the scenes at the Welsh Assembly:
untold stories about devolution * 167

Edwige Camp-Pietrain

Les pétitions au Parlement Écossais : une
nouvelle pratique dans les coulisses du
pouvoir 177

Timothy Whitton

« *Nightmayor at City Hall* » : les coulisses d'une
investiture, d'une élection et d'une réélection à
Londres * 197

Kenneth O. Morgan

Corridor or Cul de sac? The House of Lords
as a Corridor of Power 225

Les articles signalés (*) ont fait l'objet de communications lors d'un atelier
CRECIB au Congrès de la Société des Anglicistes de l'Enseignement
Supérieur (SAE-S) tenu à Avignon en mai 2007

Observatoire de la société britannique
N°6 – 2008

« Night mayor at City Hall » : les coulisses d'une investiture, d'une élection et d'une réélection à Londres

Timothy Whitton

Résumé

À l'annonce par le *New Labour* de la création d'une mairie pour la capitale, les couloirs du pouvoir bruissent déjà de rumeurs concernant les candidatures éventuelles. Au sein des grandes formations politiques, c'est essentiellement à l'abri des regards extérieurs que les candidats sont choisis. C'est pourtant un candidat indépendant qui devient le premier maire de la capitale élu au suffrage direct par les Londoniens. Or, pour le Parti conservateur, le poste de maire peut lui permettre d'amorcer son retour vers le pouvoir après la défaite cinglante de mai 1997. Quant au Parti travailliste, l'élection du premier maire de Londres révèle sa tendance à vouloir tout gérer depuis son hyper centre en parfaite contradiction avec sa volonté clairement affichée de décentraliser. Mais dans sa quête d'utiliser la mairie de Londres comme le relais de son projet politique dans la capitale britannique, le *New Labour* a sans doute négligé les ambitions de Ken Livingstone, véritable virtuose de la provocation. Détesté, boudé, puis courtoisé par le *New Labour*, cet enfant terrible de la *loony left* finit, après d'intenses tractations, par réintégrer le parti de son cœur pour devenir le « maire de Blair ».

*T. Whitton : « Nightmayor et City Hall » :
les coulisses d'une investiture à Londres*

5

Mots clés : Livingstone, mairie de Londres, *Greater London Authority*, Parti travailliste, Parti conservateur, investiture, exclusion, décentralisation, *devolution*, réintégration, taxe anti-embouteillages.

Introduction

Le 7 mai 1988 est organisé à Londres un référendum pour savoir si, pour gérer les affaires de leur capitale, les Londoniens souhaitent la création d'une assemblée et l'élection d'un maire. Le « oui » l'emporte à 72%, mais avec un taux de participation relativement médiocre puisque seulement 34,1% de l'électorat se déplace. Cependant, compte tenu de l'enjeu d'une telle responsabilité politique, les principaux partis s'étaient mis en quête de leurs candidats respectifs bien avant ce scrutin. Outre le fait d'être élu directement par les Londoniens et de bénéficier par conséquent d'un nombre potentiel d'électeurs très supérieur à n'importe quel autre mandat électif, le maire nommera son premier adjoint choisi parmi les membres de l'assemblée – la *Greater London Assembly (GLA)*. S'offrira à lui, par conséquent, l'occasion d'organiser une alliance au sein de l'assemblée pour mieux exercer son pouvoir – ou celui de son parti le cas échéant. Il devra également désigner les responsables d'une pléthore de comités associés à la *GLA* et dans une moindre mesure les différents membres de *Transport for London*, de la *London Development Agency* et la *Metropolitan Police Authority*. Le poste de maire est également très particulier en ce sens que tout le pouvoir décisionnel de la mairie est concentré statutairement entre ses seules mains. Ainsi, si l'assemblée peut s'opposer au budget établi par le maire en réunissant une majorité qualifiée de deux tiers des élus, elle joue un rôle essentiellement consultatif. Une raison de plus qui pousse les partis politiques à tout mettre en œuvre pour garder la mainmise sur le poste de maire.

La plus grande erreur commise par le *New Labour* pendant cette campagne d'investiture est sans aucun doute d'avoir mal évalué les intentions tout en ayant sous-estimé les ambitions de Kenneth Livingstone, ce trublion sorti de l'aile gauche du parti. Au début, celui-ci déclare publiquement ne pas être intéressé par le poste de maire de Londres car il concentre, à ses yeux, trop de pouvoir entre les mains d'une seule personne. Mais l'attitude du Parti travailliste le fait changer d'avis et les sondages d'opinion lui permettent de penser pouvoir représenter une alternative, du moins dans la capitale, à la domination qu'exerce le Premier ministre sur le *New Labour*¹. À cet égard, Livingstone est convaincu que pour les Londoniens, leur mairie doit être autre chose qu'une filiale de *Millbank*, siège du Parti travailliste, sous le joug

¹ Responsabilité que Livingstone a déjà endossée lorsqu'au début des années 80 et jusqu'à l'abolition du *Greater London Council*, il s'est servi de son mandat pour s'opposer aux gouvernements de Mme Thatcher. Voir Timothy Whitton, « La mairie de Londres: l'exception qui confirme la règle », in, Gilles Leydier (ed.), *Les services publics britanniques*, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp. 257-274.

du Premier ministre lui-même et dénonce cette tendance à vouloir tout contrôler depuis l'hyper centre du parti – le fameux *control freakery*.

Les conservateurs, quant à eux, accusent encore le coup de la défaite électorale de 1997, particulièrement cinglante dans la capitale. Bien que le *GLC* ait été aboli par un gouvernement conservateur en 1986², quatorze années plus tard, la nouvelle mairie paraît séduisante à plusieurs titres. D'une part, le poste de maire correspond à certaines ambitions personnelles au sein du parti car il exigera des qualités et des compétences hors du commun. Par ailleurs, il confèrera à l'élu une notoriété qui dépassera largement les limites de la capitale britannique. D'autre part, le parti sait qu'un tel poste peut marquer son retour vers le pouvoir et lui permettrait de rayonner de nouveau dans la capitale voire, par le biais de certains dossiers, dans le monde entier. Or, leurs principaux candidats semblent englués dans des affaires de mœurs qui ont déjà causé le plus grand tort au parti. Les hautes instances savent que pour être éligible à nouveau, il faut à tout prix éviter le *sleaze*. Mais à force de tout mettre en œuvre pour faire sortir un candidat irréprochable de leurs rangs, des maladresses sont commises. Sans d'intenses négociations de couloir, le fiasco de l'investiture aurait pu tuer les ambitions personnelles dans l'œuf, empêchant le Parti conservateur de présenter un candidat ayant des chances de devenir le premier maire élu de Londres.

Pour les Libéraux Démocrates, en revanche, leur démarche est empruntée de réalisme : la possibilité de mettre l'un des leurs sur la plus haute marche de la capitale étant *a priori* pure chimère, ils se donnent pour mission d'occuper plusieurs postes clés auprès de l'assemblée et des autres instances de la *GLA*. Ainsi, s'ils arrivent à tirer leur épingle du jeu, ils auront un accès au pouvoir et pourront exercer leur rôle d'arbitre pour lequel ils sont déjà bien rodés.

L'investiture du candidat travailliste

Au début de la campagne, le *New Labour* hésite à prendre des mesures concrètes pour écarter Livingstone de la course et préfère laisser proliférer le nombre de candidatures en espérant ainsi parvenir à diluer le soutien populaire dont il pourrait bénéficier. Les instances dirigeantes du parti nourrissent l'espoir qu'un candidat peu ordinaire sorte des rangs, quelqu'un qui soit emblématique de son projet mais sans forcément y avoir fait une carrière politique classique. Richard Branson, le patron de *Virgin* aurait très bien fait l'affaire, le nom de Michael Cassidy, très en vue auprès de la *City of London Corporation* est évoqué, tout

² Timothy Whitton, « La mairie de Londres et la décentralisation : entre autonomie et indépendance », in, *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol. XIII, n°2, printemps 2005, pp. 37-51.

comme Martin Bell, député indépendant, mais tous les trois déclinent l'offre qui leur est discrètement faite.

Au mois de novembre 1998, à défaut de pouvoir opposer à Livingstone un candidat capable de le battre par le biais des urnes, le Parti travailliste met en place un système de sélection dont l'objectif est de lui barrer le chemin. Un comité composé de représentants du bureau national et de la branche londonienne du parti doit examiner les candidatures et se prononcer sur leur recevabilité³. Au sein du *New Labour* on se tourne vers des candidats plus solides pour faire face à la menace que fait planer Livingstone, quelqu'un qui exerce ou a exercé des fonctions ministérielles - Harriet Harman, Mo Mowlam ou Frank Dobson par exemple - et qui, dans les meilleurs délais, devra bénéficier du soutien officiel du parti. On espère ainsi que l'aura d'une figure connue pourra entamer la popularité de Livingstone auprès des militants de base. Mais le Premier ministre ne semble pas comprendre l'urgence et pense, sans doute, que le prestige associé à sa fonction suffira pour que le candidat désigné par le parti gagne sans coup férir. Puisqu'il se mure dans un attentisme, ses amis les plus proches lui proposent d'autres noms, Glenda Jackson, Trevor Phillips, Tony Banks, Pauline Green, Clive Soley et Toby Harris mais pour l'instant, Tony Blair ne se prononce pas.

Nick Raynsford, le Ministre de Londres, commence tout de même à se voir en tant que candidat « naturel » du *New Labour*. Après tout, c'est lui qui a su piloter à travers toutes les étapes parlementaires la législation longue et très complexe⁴ qui donnera naissance à la mairie de Londres. Ses compétences lui valent le respect et la confiance de ses collègues parlementaires et il devient rapidement le candidat préféré des députés travaillistes londoniens. Ils lui apportent leur soutien, quoique discrètement, et créent ainsi une opposition forte entre le candidat qu'ils voudraient « sérieux » du parti et celui qui n'est pas en phase avec la version moderne du travaillisme, à savoir Ken Livingstone. Mais à force de camper le candidat sérieux et *gentleman* dévoué à la cause noble de Londres, Raynsford ne répond pas suffisamment aux attentes de son

³ Une procédure similaire avait été mise en place pour écarter certains candidats lors des élections au parlement écossais et à l'assemblée galloise. Voir Christian CIVARDI & Moya JONES, *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au Pays de Galles*, Revue Française de la Civilisation Britannique, vol. XIV, n°1, 2006, et Gilles LEYDIER (coordinateur), *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au Pays de Galles, 1966-1999*, Paris : Ellipses, 2007.

⁴ Le projet de loi pour créer la mairie de Londres contient 330 clauses et s'étale sur 213 pages, c'est-à-dire deux fois plus volumineux que les deux lois réunies créant le parlement écossais et l'assemblée galloise. La loi finale fait l'objet de quelque 1392 amendements. Elle est approuvée par la Reine au mois d'octobre 1999.

parti qui cherche, avant toutes choses, à asseoir son pouvoir dans la capitale. Pour cela, il leur faut un combattant politique rompu à l'exercice d'un mandat local.

Raynsford s'entretient avec Dobson le 28 septembre et se déclare officiellement candidat deux jours plus tard. Mais peu de temps après sa déclaration *Millbank*, le siège du parti, demande subitement aux députés travaillistes d'apporter leur soutien à Dobson. Il s'ensuit une semaine de panique pendant laquelle Raynsford, candidat déclaré et dont la campagne bat son plein, se voit acculé à retirer sa candidature en faveur d'un candidat non déclaré. Le 11 octobre, son retrait de la course devient officiel et le bureau du Premier ministre feint la plus grande surprise lorsqu'il apprend la décision dont Frank Dobson endosse officiellement la responsabilité. Pourtant, il n'hésite pas une seconde, pour comble, à demander à Raynsford de devenir son chef de campagne. Dépité, Raynsford met sa propre équipe si efficace au cours des deux dernières semaines au service du Secrétaire d'État à la Santé Publique qui, comme si de rien n'était, se déclare candidat. Pourtant, Dobson souffre d'un handicap de taille : tout Ministre qu'il soit, il est totalement inconnu du grand public et sa candidature, de fait, est aux antipodes de la star des médias plébiscitée par le *New Labour* pour devenir maire. D'emblée, Dobson est perçu comme le larbin du Premier ministre alors que son équipe de campagne redouble d'efforts pour mettre en valeur sa quête d'indépendance vis-à-vis du n°10 *Downing Street*. Or, l'omniprésence du Parti travailliste et de ses gourous politiques est un véritable boulet et égratigne constamment la crédibilité de Dobson auprès de l'opinion publique.

Le bureau du Premier ministre se contente d'indiquer ses préférences mais en toute logique hésite à soutenir officiellement telle ou telle candidature avant la fin du processus de sélection. Selon toute vraisemblance, le bureau du Premier ministre espère que ce processus suffira à faire comprendre à Livingstone qu'il n'a pas sa place dans la course à l'investiture et si besoin est, il en sera écarté. On s'attend au début à ce que les 70 000 membres londoniens du Parti travailliste départagent les candidats sur la base de « un membre, une voix » (*OMOV one member one vote*)⁵. Mais au mois d'octobre 1999, les choses changent. Au cours d'une réunion du *National Executive Committee* (NEC), il est décidé de créer un collège électoral pour désigner le candidat à l'investiture travailliste. Ce collège sera constitué pour un tiers de députés, d'eurodéputés et de candidats aux sièges de la nouvelle assemblée de la *GLA*. Le deuxième tiers

⁵ Annoncé, d'ailleurs, par Nick Raynsford, le Ministre pour Londres, le 4 mai 1999 aux Communes lors d'un débat consacré à la mise en place de la *GLA*. *Hansard*, 4 mai 1999, col. 738.

sera composé de toutes les organisations – syndicales et autres – affiliées au Parti travailliste sans aucune obligation, il convient de le souligner, de demander l'avis à leurs membres⁶. Le troisième tiers comprend les membres du Parti travailliste inscrits à Londres sur le principe de *OMOV*. Ainsi, la répartition des voix est faite de manière à donner le plus de poids possible à ceux qui ont le profil pour rester loyaux envers le parti et qui soutiendront son candidat officiel quel qu'il soit au détriment, bien entendu de la base plus tournée, sans doute, vers un candidat ayant les vertus associées au *Old Labour*.

Cette supercherie décrédibilise encore plus la candidature de Dobson qui souffre déjà d'un déficit d'image auprès de l'opinion publique. Son équipe de campagne tente cependant de dissocier leur candidat du système de sélection pour faire endosser l'entière responsabilité par le *NEC* mais sans grand succès. Livingstone, quant à lui, se contente de critiquer avec la plus grande candeur ce processus. Selon lui, il fragilise le Parti travailliste dans la capitale, car dans la course finale le candidat choisi aura besoin du soutien le plus large possible compte tenu du système utilisé lors de l'élection finale⁷. Ainsi, l'empêcher d'être le candidat officiel du parti pourrait avoir des conséquences désastreuses, car malgré la toute-puissance de sa majorité absolue historique, le *New Labour* n'est pas à l'abri de le voir se porter candidat indépendant et d'être élu maire. Fort de cette certitude, Blair accepte en privé l'idée selon laquelle Livingstone doit être autorisé à poursuivre le processus de sélection des candidats pour le Parti travailliste. On décide, en revanche, plutôt que de l'en exclure, d'utiliser cette phase de sélection pour lier Livingstone le plus inextricablement possible au projet néo-travailliste.

Le 16 novembre 1999, les candidats à l'investiture sont convoqués à *Millbank Tower* où devant le comité de sélection - où siègent quelques fidèles du Premier ministre et notamment Ian McCartney - Livingstone refuse les propositions du *New Labour* pour Londres contenues dans le document *A Mayor and Assembly for London : the Government's Proposals for Modernising the Governance of London*⁸. Cette obstination met en lumière le fait qu'un maire qui n'est pas du sérail aura tout loisir de manifester son désaccord par rapport aux choix du parti. Il paraît clair à ce stade de la course que si Livingstone est élu, il ne sera pas le simple relais du pou-

⁶ De ce fait, si les instances dirigeantes de celle-ci le décident, un candidat peut bénéficier du vote groupé d'une organisation affiliée.

⁷ Il est prévu de comptabiliser les deuxièmes choix exprimés sur les bulletins si au premier tour aucun candidat ne reçoit plus de 50% des voix (*supplementary vote system*). D'où la nécessité de ne pas s'aliéner le soutien secondaire potentiel des autres partis.

⁸ Cm 3897.

voir central, mais définira ses propres choix, surtout en matière de gestion financière de la capitale. Le comité de sélection a beau le cajoler, en refusant les propositions élaborées par rapport à la nouvelle mairie de Londres Livingstone, le député travailliste, renie également le manifeste électoral de 1997. De fait, il s'exclut lui-même de l'investiture travailliste car il n'est pas question de soutenir un candidat dont la loyauté envers le parti est d'emblée suspecte⁹. Le comité s'accorde un délai de réflexion de quarante-huit heures et tente de minimiser les conséquences de cette confrontation en déclarant à la presse qu'il s'agit, ni plus, ni moins, d'un problème de discipline au sein du parti. À l'issue du délai, Livingstone revient à Millbank mais de toute évidence ne courbera pas l'échine. Il entame ainsi sa nouvelle carrière de franc tireur et compromet sérieusement ses chances de recevoir l'investiture du *New Labour*. Celui-ci ne fait toutefois pas grand cas de cette réunion de la dernière chance et dans la version livrée à la presse préfère continuer de parler d'un problème de discipline interne.

S'ensuit une période de campagne électorale pendant laquelle Dobson est déjà perçu comme le candidat officiel du parti bien avant la désignation finale. Mais ayant sous-estimé dès le départ le « sérieux » de la candidature de Livingstone, le *New Labour* s'apprête également à sous-estimer l'effet pervers du soutien apporté par les leaders du parti à la candidature de Dobson. Plus Blair, Prescott et Brown insistent sur les vertus de choisir « leur » candidat pour occuper le poste de maire, plus les militants travaillistes à Londres semblent se tourner vers Livingstone dans une course où les programmes des candidats sont définitivement relégués au deuxième plan. Le désenchantement par rapport à l'équipe dirigeante du *New Labour* est clairement perceptible, relayé même par Dobson, dont la campagne pâtit, selon ses propres dires, de la machine électorale du parti. À l'approche du vote par les militants, le défaitisme de Dobson est à son comble surtout lorsqu'il apprend que le bureau du Premier ministre aurait établi des contacts avec Livingstone dans l'espoir d'obtenir un accord. Mo Mowlam est censée avoir conduit les négociations, mais Livingstone se serait obstiné à refuser l'option d'un *public-private partnership* (PPP)¹⁰ pour rénover le métro. Lors d'un entretien « de

⁹ C'est à se demander, d'ailleurs, s'il ne cherchait pas à acculer le comité de sélection à l'exclure pour pouvoir se porter candidat indépendant et tirer le plus grand profit de son statut de victime de la machine du parti.

¹⁰ Il s'agit de partenariats visant à « mettre en œuvre des synergies entre les secteurs public et privé dont l'objectif ultime affiché est d'améliorer la quantité et la qualité des prestations fournies aux usagers », cité dans Marc Fourches, « Citoyen ou consommateur face à la PFI : des questions en suspens », in, Raphaële Espiet-Kilty & Timothy Whitton, *Citoyens ou consommateurs : les mutations rhétoriques et politiques au Royaume-Uni*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2006, p. 171.

l'ultime chance » en privé avec Blair à *Chequers*, Livingstone suggère que Dobson cède sa place « pour le bien du parti »¹¹. Blair, toujours confiant que Dobson peut gagner, refuse mais s'engage magnanimement à soutenir Livingstone s'il sort victorieux du processus de sélection. Toutefois cet engagement ne l'empêche pas de sonder Livingstone pour connaître sa réaction en cas de défaite sachant parfaitement qu'une candidature indépendante de sa part peut mettre la mairie de Londres hors de portée du *New Labour*.

Le 20 février 2000, les résultats du processus de sélection sont rendus publics. Après la redistribution des deuxièmes choix, Dobson obtient 51,5% des voix contre 48,5% pour Livingstone¹². Si *a priori* Dobson sort victorieux de cette étape, l'analyse des chiffres rend sa victoire très contestable soulignant une fois pour toutes la nature truquée de l'ensemble du processus de sélection¹³. Pendant qu'une partie de la presse se mobilise pour dénoncer le scandale, Livingstone alimente la spéculation concernant une éventuelle candidature indépendante de sa part. Fort de ses 74 000 voix contre les 24 000 obtenues par Dobson il continue de revendiquer le droit d'être le candidat choisi par les Londo-

¹¹ Selon des proches, Livingstone aurait accepté cet entretien à la condition que son neveu et sa nièce puissent l'accompagner pour visiter la résidence de campagne du Premier ministre.

¹² Pour toutes les statistiques concernant ce scrutin voir Mark D'Arcy et Rory Maclean, *Nightmare ! The Race to Become London's Mayor*, London : Politico's Publishing, 2000, p. 179.

¹³ Le collège électoral est divisé, on le sait, en trois parties. Dans celle qui comprend les militants au Parti travailliste, Livingstone arrive largement en tête avec 54,9% des voix contre 35,3% pour Dobson et 9,8% pour Jackson. Après la redistribution des deuxièmes choix de Jackson, le score de Livingstone s'établit à 60% et celui de Dobson à 40%. Avec une participation de 72,7%, le soutien accordé à la candidature de Livingstone par les militants travaillistes londoniens est de toute évidence indiscutable. Mais lorsqu'on ramène ce résultat aux 33% qu'il représente dans la cadre du collège électoral, le score de Livingstone est de 20% et celui de Dobson 13,3%. Dans la deuxième partie du collège, à savoir toutes les organisations affiliées au Parti travailliste, la victoire de Livingstone en terme de votes individuels est écrasante, 74,6% contre 14,1% pour Dobson et 11,3% pour Jackson. Mais ces chiffres n'entrent en ligne de compte que si les organisations décident d'opter pour le système des votes bloqués d'une part. D'autre part, les bulletins individuels d'une organisation affiliée ne sont reconnus qu'à hauteur des cotisations versées au Parti travailliste. Par conséquent, la large victoire de Livingstone est ramenée à 24% des 33% de ce tiers du collège, et le résultat de Dobson à 9,3%. Dans le troisième tiers, la victoire de Dobson – 28,8% contre 4,5% pour Livingstone – ne souffre aucune contestation si ce n'est la possibilité évidente pour le *New Labour* de prendre des mesures de rétorsion envers les députés, eurodéputés et bien entendu les candidats aux postes auprès de l'assemblée de la *GLA* s'il leur venait l'idée de ne pas suivre la ligne du parti. Il est de notoriété publique, par exemple, qu'aucun scrutin dans ce tiers du collège ne s'est tenu à bulletin secret.

niens pour gérer leur ville à la place de celui désigné par le parti pour être le simple relais de son projet politique. Mais ce que Livingstone ignore – ou feint d'ignorer – à ce stade de la course à la mairie, c'est qu'il ne sera jamais choisi pour incarner le candidat officiel du Parti travailliste. Si d'aventure Dobson céda sa place, de nouveau tout serait mis en œuvre pour écarter Livingstone. De son propre aveu, c'est lorsqu'il entrevoit cette vérité que sa candidature indépendante devient la seule option possible¹⁴. Le 6 mars 2000, deux mois avant l'échéance électorale, et deux heures avant le début officiel de la campagne de Dobson, Livingstone devient candidat indépendant et explique sa candidature dans la presse ainsi :

*J'ai été obligé de choisir entre le parti que j'aime et faire respecter les droits démocratiques des Londoniens. J'en ai conclu que pour défendre le principe selon lequel la ville de Londres a le droit de se gouverner elle-même, je me dois de me porter candidat indépendant aux élections pour choisir le maire de Londres le 4 mai*¹⁵.

La sanction ne tarde pas à être prononcée et c'est Margaret McDonagh, secrétaire générale du *New Labour*, qui est chargée de l'en informer par écrit. En prononçant son exclusion pour une durée de cinq années, elle en rejette clairement l'entière responsabilité sur Livingstone : « À cause de vos agissements, vous avez vous-même mis un terme à votre adhésion au Parti travailliste et n'êtes, par conséquent, plus membre du parti »¹⁶. La sanction prévue pour les sympathisants travaillistes – l'exclusion également dans la plupart des cas - parmi les 330 signatures requises pour valider la candidature de Livingstone est remise à plus tard¹⁷.

L'investiture du candidat conservateur

Dans les rangs de l'Opposition, l'investiture des candidats connaît également son lot de remous. Si dans un premier temps le poste de maire semble taillé sur mesure pour Jeffrey Archer, écrivain flamboyant de *best-sellers* traduits dans toutes les langues, l'entrée en lice d'un autre

¹⁴ D'Arcy et Maclean *op. cit.*, p. 198.

¹⁵ *I have been forced to choose between the party I love and upholding the democratic rights of Londoners. I have therefore concluded that defence of the principle of London's rights to govern itself requires that I stand as an independent candidate for London mayor on May 4th. Evening Standard*, 6 mars 2000.

¹⁶ Livingstone est informé par courrier dès le 6 mars qu'il ne bénéficie plus du soutien du parti (*withdraw the whip*) mais il fallut attendre le 3 avril, la date limite de dépôt des candidatures au poste de maire et à l'assemblée de la *GLA* pour prononcer officiellement son exclusion.

¹⁷ Elle ne sera jamais appliquée, car elle n'est pas compatible avec l'urgence de réintégrer Livingstone dès que possible au sein du Parti travailliste.

personnage connu des médias, Steve Norris, ancien Ministre de Londres, donne du piment à l'investiture conservatrice.

Pour désigner leur candidat, les conservateurs organisent un système de sélection en trois étapes : dans un premier temps, et soi-disant pour éliminer les candidatures les plus farfelues, les dossiers d'investiture sont examinés par un comité de sélection *ad hoc* (*Mayoral Selection Executive*). À la suite de cette première étape, il reste huit candidats, Steve Norris, Jeffrey Archer, Andrew Boff, Robert Blackman, Bernard Gentry, Patrick Ground, Mark Kotecha et John Wilkinson. Ensuite, un collège électoral composé de représentants des comités de soutien dans les circonscriptions conservatrices (*Conservative parliamentary constituency associations*) et de vingt-cinq membres des bureaux politiques doit choisir les quatre candidats qui pourront poursuivre le processus de sélection. Archer, Norris, Blackman et Boff sont autorisés à continuer et se retrouvent, quinze jours plus tard, à *Central Hall*, Westminster, devant un parterre de membres du parti. Il reviendra à ces derniers de choisir deux candidats qui seront ensuite départagés par le biais d'un scrutin postal auprès des trente-neuf mille membres du parti inscrits à Londres. Comme prévu, Archer et Norris sortent victorieux de cette troisième étape, celui-là accusant un léger avantage par rapport à son rival. Suite à la dernière étape de ce scrutin organisée le 1^{er} octobre 1999, Jeffrey Archer est déclaré vainqueur.

L'euphorie d'Archer, convaincu qu'il ne reste plus aucun obstacle entre sa candidature et l'investiture du Parti conservateur, est de courte durée. À peine six semaines après sa désignation par les militants, alors qu'il organise sa campagne pour devenir le premier maire de Londres, l'affaire de mœurs, qui en 1986 avait précipité sa déchéance, revient subitement sur le devant de la scène. Enregistrement téléphonique à l'appui, Ted Francis, son ami à l'époque, se présente devant la presse et raconte avoir fourni un faux alibi à Archer. Si dans un premier temps Archer semble vouloir continuer dans la course à la mairie en dépit de ce dernier scandale, il change rapidement d'avis lorsqu'on lui fait savoir qu'au niveau du parti, il est *persona non grata*. Pour la deuxième fois de sa vie, il tombe de très haut et sa carrière politique est réduite à néant. William Hague, leader du Parti conservateur, qui avait ouvertement courtoisé Archer, constate la chute du parti dans les sondages et n'a pas d'autre choix que de le limoger. Il est remplacé sur-le-champ par Steven Norris qui va passer de l'ombre de la défaite à la lumière de l'investiture.

Si suite à la démission d'Archer le choix de Norris paraît aller de soi pour le Parti conservateur, ce n'est pas l'avis de tous les acteurs concernés. Norris n'a guère le temps de pavoiser, car on l'informe très

rapidement de la décision de recommencer le processus de sélection « allégé », lui dit-on, pour atténuer l'humiliation ressentie. On lui explique que le parti a besoin d'un candidat au-dessus de tout soupçon et qu'une nouvelle sélection rendra sa candidature encore plus crédible. Mais le tour inattendu que prend cette manœuvre est qu'elle semble solliciter d'autres participations à la course. Des candidats qui ne s'étaient pas déclarés lors de la première sélection se disent maintenant prêts à concourir. Norris fait amèrement remarquer que si, dans un premier temps, sa candidature avait surtout servi à légitimer le processus de sélection du Parti conservateur, compte tenu du fait qu'Archer était censé gagner haut la main, elle sert maintenant à faire proliférer le nombre de candidats. Plus que jamais perçu comme une solution de secours, Norris ravale néanmoins sa fierté et attend stoïquement que son leader lui apporte son soutien. Mais compte tenu des autres candidats potentiels – Michael Heseltine, Virginia Bottomley, Sebastien Coe, Doreen Miller, Archie Norman, Micael Portillo, Teresa Gorman pour ne citer que les plus connus – Hague tarde à le lui accorder et même lorsqu'il le fait, c'est du bout des lèvres : « [j]'aimerais que vous soyez candidat ; j'aimerais que les bons candidats soient nombreux ».

Dans un premier temps, le *Mayoral Selection Executive* (MSE) composé de vingt membres du collège électoral du Parti conservateur autorise, cette fois-ci, neuf candidats à poursuivre : Andrew Boff, Bernard Gentry, Patrick Ground, Baroness Hanham, Mark Kotecha, Paul Lynch, Baroness (Doreen) Miller, John Wilkinson et Steven Norris. Le 9 décembre 1999, un comité de sélection composé de cinq membres du MSE lequel, réuni en assemblée plénière le lendemain, entend les conclusions. Celles-ci comprennent, entre autres choses, une lettre émanant de la circonscription électorale de Norris où l'on met sérieusement en doute les capacités de ce « papillon » à remplir les fonctions de maire de Londres. Sur la foi des auteurs de cette missive et contre toute attente, seuls Hanham, Boff, Kotecha et Miller sont choisis par l'ensemble du MSE pour continuer la course.

L'exclusion de Norris lors de ce deuxième processus de sélection provoque un séisme au sein du Parti conservateur et des négociations à chaque échelon du parti ont lieu tous azimuts. Bien que le leader semble accepter la décision, on cherche un compromis qui ne remette pas en cause la responsabilité du MSE mais qui permette quand même à Norris de continuer. Ainsi, c'est au nom de l'ensemble du collège électoral du parti que l'on demande au MSE d'ajouter deux autres candidats – un seul aurait été trop humiliant pour Norris et l'aurait totalement décrédibilisé – à la liste, en l'occurrence Steve Norris et Paul Lynch, un élu londonien. La liste remaniée revient devant le collège électoral réuni en

séance plénière où est établie une nouvelle liste de quatre candidats admis à poursuivre. Grâce à cette pirouette effectuée en coulisse, on trouve dorénavant sur la liste les noms de Boff, Miller, Lynch et Norris. Tout comme au premier tour, les quatre candidats tiennent ensemble un meeting et répondent aux questions du public. Norris en sort victorieux et le 15 janvier 1999 il est confirmé par les membres inscrits à Londres dans ses fonctions de candidat pour le Parti conservateur à l'élection au poste de maire de Londres.

Malgré l'impact des manifestations « anti-capitalistes » organisées à Westminster le 1^{er} mai, dont la violence et actes de vandalisme sont sans précédent, le 5 mai 2000 Livingstone est déclaré vainqueur de la course à la mairie de Londres. La presse se déchaîne contre lui et son penchant bien connu pour l'« action directe »¹⁸. Il faudra néanmoins attendre le lendemain à midi pour que ce résultat soit officiel et pour pouvoir mesurer avec précision les conséquences des derniers jours sur la popularité du nouveau maire. Si au début Livingstone flirtait souvent avec un chiffre de 60% des intentions de vote, le jour de l'élection son score tombe bien en dessous de la barre des 50% requis pour emporter la victoire dès le premier tour. Lorsqu'on comptabilise les deuxièmes choix, Livingstone obtient un score final de 776 427 voix (57,92%) contre 564 137 (42,08%) pour Norris^{19/20}. Les premiers mots du nouveau maire de Londres sont devenus immortels : « *Comme je le disais avant d'être si brutalement interrompu voilà quelque quatorze années...* ». Et de continuer en insistant sur le fait qu'il serait heureux de voir ses adversaires pendant la course – y compris le Premier ministre lui-même – devenir ses collaborateurs de demain dans l'intérêt de la ville dont ils avaient disputé si âprement la direction²¹.

Il paraît clair que cette élection était l'occasion rêvée pour les Londoniens de faire un pied de nez à Tony Blair et à toute sa machine électorale, celle qui avait truqué le processus de sélection de leur candidat officiel. La désaffection pour le *New Labour* est si profonde que tout

¹⁸ *The Sun* titre notamment sous une photo des émeutiers « *A vote for Ken is a vote for Them* ». Jadis, lorsque Livingstone dirigeait le GLC et faisait partie de l'aile gauche du Parti travailliste, il avait à de nombreuses reprises publiquement soutenu les méthodes radicales employées par certains groupes de pression. Son soutien pour l'IRA lui a tout de même valu d'être vilipendé par l'opinion publique.

¹⁹ Pour connaître les résultats en détail de ce scrutin voir <http://www.election.demon.co.uk/gla.html>

²⁰ Tony Blair ayant voté bien évidemment pour Frank Dobson refuse de révéler son deuxième choix. Son bras droit, Alistair Campbell, ajoute à son embarras en refusant de nier le fait que le Premier ministre eût accordé son deuxième choix au candidat conservateur plutôt qu'à Livingstone.

²¹ Dobson arrive en troisième position juste avant Kramer.

porte à croire qu'avant tout, l'électorat londonien a exprimé l'envie d'avoir un vrai franc-tireur à la tête de la mairie de Londres, quelqu'un de picaresque plutôt qu'un homme politique classique soutenu par un parti. Les Londoniens espèrent, sans doute, que le nouveau maire saura contrebalancer le pouvoir politique central et qu'il n'hésitera pas à imposer l'intérêt de la ville plutôt que systématiquement celui d'un parti.

Réintégration et réélection

Le maire prend officiellement ses fonctions le 4 juillet 2000 et profite de cette occasion pour annoncer la mise en place, en février 2003, de la taxe « anti-embouteillages »²². D'autre part, il proclame de nouveau son hostilité par rapport au projet gouvernemental d'imposer un *public-private partnership* (PPP) pour rénover et gérer le métro. Cette divergence de point de vue ne l'empêche pas, toutefois, de conseiller vivement au *New Labour* de le réintégrer au sein du parti avant le congrès annuel du mois de septembre organisé à Brighton. Avec la plus grande ironie, Livingstone ajoute vouloir éviter une deuxième candidature indépendante dans quatre ans et pour souligner son statut particulier annonce qu'il a l'intention d'organiser chaque année au mois de juillet la fête de l'indépendance de la capitale. Déjà certaines voix au sein du *New Labour* – et non les moindres – réclament la réadmission de Livingstone : Glenda Jackson et Diane Abbott, soutenues plus tard par Mo Mowlan et Chris Smith, estiment, en effet, que cette initiative pourrait aider à atténuer le mécontentement suscité par le système de sélection des candidats, lequel, de l'aveu général, a été truqué.

Le 15 décembre, la Cour des Comptes publie son rapport sur le financement du PPP et, selon ses conclusions rien ne permet d'affirmer que le secteur privé soit en mesure d'offrir un meilleur projet de rénovation du métro que le secteur public. Par ailleurs, en termes purement financiers, rien ne s'oppose à ce que le métro reste dans le giron de l'État et à ce que celui-ci s'occupe des travaux nécessaires pour le rénover et le moderniser. Libre à l'État de faire appel aux services du secteur privé pour réaliser ses projets mais la maîtrise d'œuvre doit impérativement rester entre ses mains. Un peu désemparé face à ces révélations, le Premier ministre ordonne au vice Premier ministre, John Prescott, de négocier une solution avec Livingstone dont la réintégration au sein du Parti travailliste semble de plus en plus inévitable. Chacun sait que l'échéance des élections législatives arrive à grands pas et il n'est pas question que l'hostilité entre la mairie et le gouvernement central au sujet de la rénovation du métro fragilise le vote travailliste à Londres. Livingstone et Prescott entament très discrètement des négociations et ce dernier s'en-

²² *Congestion charge.*

gage à ne signer aucun contrat de *PPP* avant fin mars de l'année suivante, le temps pour le gouvernement d'organiser plus sereinement les élections législatives.

Mais le Chancelier Gordon Brown ne tarde pas à opposer son veto à ce compromis et profite de l'occasion pour affirmer qu'à ses yeux, l'exclusion de Livingstone doit aller jusqu'à son terme. L'entêtement de Brown peut paraître surprenant, mais sa préoccupation première est claire : il s'agit de faire peser le moins possible la rénovation du métro sur les fonds publics. L'orthodoxie budgétaire du Chancelier est, en effet, la clé du succès du *New Labour*, et elle a largement contribué à rendre le parti éligible après quatre défaites successives aux législatives. Se greffe, cependant, à cette volonté de défendre une gestion dite « plus responsable » des fonds publics, l'antagonisme profond entre Brown et Livingstone. Non seulement ce dernier ose défier ouvertement le *New Labour* mais il prône également une gestion des dépenses publiques qui appartient à une époque que l'on voudrait avoir consignée aux oubliettes de l'histoire du Parti travailliste. En revanche, le *PPP* pour rénover le métro est un fleuron de la nouvelle logique de gestion des fonds publics s'insérant parfaitement dans la « troisième voie ». À cette occasion, celle-ci sert de tremplin théorique pour cautionner le transfert tout en douceur de certains services traditionnellement assurés par le secteur public vers le secteur privé. Ainsi, les architectes de la troisième voie voudraient que ce *PPP* constitue la preuve que l'opposition entre les deux secteurs est stérile, et qu'il convient de la remplacer par un système qui conjugue, au contraire, les forces du privé et du public tout en obéissant à la rigueur budgétaire imposée par le Ministre des Finances. Si le *PPP* fonctionne pour rénover le métro, rien ne s'oppose à ce que le même processus soit utilisé ailleurs pour moderniser d'autres services publics. Seulement le *New Labour* n'avait pas prévu l'opposition farouche opposée par le maire de Londres à l'application du *PPP* dans le métro. Ainsi, on comprend mieux ce qui l'a poussé à vouloir mettre un des siens au poste de maire, quelqu'un dévoué à la cause et au projet global du parti.

Pourtant, à y regarder de plus près, les choses ne sont pas si simples et l'antagonisme entre Brown et Livingstone n'explique qu'une partie des luttes de pouvoir autour du *PPP* : d'une certaine manière, l'essentiel s'est déroulé en coulisse, au sein même du *New Labour*. Avec le *PPP*, le « Chancelier de fer » est l'instigateur d'un projet typiquement *New Labour*, un projet qui combine rigueur et modernité tout en respectant le rôle de l'État. À l'expiration des trente années de contrat avec les entreprises privées engagées dans le projet, ce dernier devra en effet récupérer un métro rénové et modernisé. Or, la volonté du Chancelier de

maîtriser scrupuleusement les besoins de financement du secteur public (*Public Sector Borrowing Requirement*) constitue un frein sérieux aux investissements nécessaires pour développer certaines activités chères au vice Premier ministre, activités qui peuvent lui permettre de sortir de l'ombre projetée par Brown. Il se trouve, en effet, que le ministère de tutelle des principaux aéroports régionaux est celui de Prescott et leur développement constitue un élément clé dans le dispositif de régionalisation que le ministre souhaite chapeauter et mettre en place. En échange, donc, de son soutien sans faille au Chancelier, il se voit accorder, à titre exceptionnel, le droit de recourir à l'emprunt auprès des marchés financiers pour trouver les fonds nécessaires au développement souhaité. Cela se traduit par la possibilité offerte aux aéroports, toujours sous la houlette de l'autorité publique, d'emprunter pour s'agrandir, autrement dit de bénéficier du même régime qu'une compagnie privée. Par ailleurs, Prescott envisage d'autoriser les collectivités territoriales à instaurer des péages à l'entrée de certaines villes asphyxiées par le trafic automobile et de taxer le stationnement professionnel. Plutôt que de récupérer les recettes provenant de ces péages et taxes par le biais de la fiscalité, Brown donne son accord pour qu'elles soient intégralement réinvesties dans les transports en commun : un deuxième triomphe emporté par le Ministre Prescott.

Entre-temps, l'opposition de la mairie par rapport au PPP bat son plein, Livingstone songe déjà à un deuxième mandat et prépare sa mesure phare, l'instauration de la taxe anti-embouteillages. Le gouvernement semble s'accommoder de l'idée de voir s'appliquer dans la capitale une taxe sur la circulation automobile et le *New Labour* est quelque peu séduit par l'originalité d'un tel projet. Mais il sait que si la taxe anti-embouteillages devait s'avérer un fiasco, cela nuirait considérablement à la popularité du maire, à ses chances de réélection et aussi – point capital – à sa capacité de contester le PPP pour rénover le métro. Des négociations secrètes ont lieu au sein du Parti travailliste pour étudier la réintégration de Livingstone mais la perspective de voir s'échouer la taxe anti-embouteillages leur confère une résonance particulière. D'une part, s'il est réadmis, Livingstone fait savoir qu'il ne souhaite pas passer par le comité de sélection pour être le candidat officiel du parti²³. D'autre part, il affirme qu'il sera candidat à sa propre succession quoi qu'il advienne. Ainsi, le bureau du Premier ministre se pose légitimement la question de savoir s'il convient de mettre un terme prématuré à l'exclusion du trublion Livingstone pour engranger les bénéfices de sa popularité alors que son avenir politique risque d'être écourté par ses propres projets. En

²³ Livingstone change d'avis lorsqu'il apprend que le mode de scrutin a officiellement été changé par le parti travailliste. On décide, en effet, d'utiliser *OMOV* (*one person one vote*).

revanche, il conviendra de trouver une échappatoire en cas de succès de la taxe anti-embouteillages qui permettrait à Livingstone de régner en maître absolu sur la mairie de Londres, idéalement placé pour être réélu en 2004.

Celle-ci prend la forme, au mois de juillet, d'une consultation entreprise par les trente-trois membres du *NEC*. On fait savoir qu'au sein de celui-ci, les sections locales apporteront leur soutien à Livingstone tandis que les membres du Parti travailliste voteront contre : ainsi, ce sont les représentants des syndicats et sociétés socialistes affiliés qui départageront les deux et ils sont *a priori* acquis à la cause du maire. Cependant, Blair, Brown, Clarke et Prescott sont très actifs avant le scrutin et usent de toute leur influence auprès des indécis pour les convaincre de ne pas voter la réintégration de Livingstone. Leur implication est couronnée de succès et donne lieu à une situation assez cocasse, car le 24 juillet pendant que le maire, à côté de la Reine d'Angleterre et devant un parterre composé d'invités de marque, dont de nombreux étrangers, inaugure *City Hall*, les nouveaux locaux de la *GLA*, le résultat tombe : par 17 voix à 13 sa réintégration est refusée. Ainsi, pendant que le premier maire de Londres vante les mérites de l'action menée par sa mairie devant le monde entier, à quelques encablures on le déclare toujours exclu du parti qui constitue le gouvernement du pays. Livingstone ne commente pas cette décision pendant l'inauguration, mais se sait plus que jamais isolé. La réussite de sa taxe anti-embouteillages devient désormais une priorité absolue, car sa survie politique en dépend, à tel point, d'ailleurs, que trois jours plus tard la mairie abandonne ses poursuites²⁴ contre le gouvernement concernant la privatisation partielle du métro, car le maire sait que l'amélioration des transports en commun sera un élément clé dans la réussite de la taxe anti-embouteillages.

Le 12 février, isolé mais, comme à son habitude, puisant sa force dans l'adversité, Livingstone donne sa dernière conférence de presse avant la date fatidique du 17 février. Il y joue sa carte maîtresse en affirmant que la taxe anti-embouteillages est un projet d'une envergure jamais vue dans une capitale de rang international et qui, en cas de succès, fera des émules dans le monde entier²⁵. Pour sa part, il entend bien mener à bien ce projet et soumettre son bilan aux électeurs Londoniens pour briguer un deuxième mandat de maire aux élections de 2004²⁶.

²⁴ Les frais de justice s'élèvent à quelque £4millions payées, il convient de le souligner, par les fonds publics.

²⁵ Des représentants des capitales du monde entier sont attendus la première semaine à Londres pour constater les premiers résultats de la taxe anti-embouteillages.

²⁶ Entre-temps, le 7 novembre 2002, c'est Nicky Gavron qui est désignée candidate officielle du Parti travailliste. Elle obtient 52% des voix contre 48% pour Tony

Pour lui répondre, le 16 février, Steve Norris reçoit l'investiture du Parti conservateur et annonce immédiatement qu'en cas de victoire en 2004, il abandonnera la taxe.

À la fin du mois de février, le Secrétaire d'État aux Transports, Alistair Darling, annonce publiquement le succès « relatif » du projet phare de la mairie de Londres et relance par là même le débat sur la réintégration du renégat Livingstone. Jusqu'alors, le *New Labour* s'était bien gardé de toute déclaration partisane se bornant à affirmer que la taxe relevait de la compétence de la mairie et aucunement du gouvernement central. Cet attentisme s'explique par le fait qu'un échec aurait sérieusement entamé la crédibilité de Livingstone laissant la voie plus libre pour Nicky Gavron aux élections à la mairie de 2004. Mais eu égard à son succès à Londres, Livingstone se considère dorénavant comme l'une des pièces maîtresses de l'action gouvernementale²⁷. Le vent en poupe, le maire promet de maintenir la taxe à son prix actuel, mais d'élargir la zone et ajoute, avec un brin de démagogie, qu'il le fera bien avant les élections de 2004 de manière à permettre aux électeurs de se rendre aux urnes ayant toutes les informations nécessaires pour choisir le meilleur candidat pour Londres. Le 28 avril lors de sa conférence de presse mensuelle, le Premier ministre lui-même annonce les termes du débat à venir sur la réintégration de Livingstone en soulignant le mérite qui revient au maire pour avoir réussi à instaurer la taxe anti-embouteillages. En faisant l'éloge de ce succès, Blair ne pense pas exclusivement aux élections de 2004 et à la réadmission de Livingstone, mais également à la candidature de Londres pour organiser les Jeux olympiques de 2012²⁸.

Le 4 juin le syndicat de cheminots *ASLEF* annonce son soutien pour Livingstone s'exposant ainsi à des sanctions dans la mesure où la constitution du Parti travailliste stipule que les syndicats affiliés doivent soutenir le candidat officiel. *ASLEF* va néanmoins encore plus loin dans sa démarche en indiquant qu'il contribuera financièrement à la campagne de Livingstone. Cinq jours plus tard, c'est au tour du syndicat *RMT* (*national union of Rail, Maritime and Transport workers*) de suivre la même voie, mais pour l'instant les instances dirigeantes du Parti travailliste cherchent à éviter la confrontation. Par le truchement de leur

Banks l'ancien acolyte de Livingstone au *GLC*.

²⁷ Pour filer la métaphore du véhicule roulant à allure respectable grâce à la taxe anti-embouteillages, Livingstone se voit comme un « *delivery vehicle* », un moyen de faire avancer et aboutir les projets du gouvernement.

²⁸ Initialement, une déclaration de candidature aurait dû être présentée au mois de janvier, mais elle fut reportée à cause de la guerre en Irak. Il était difficile, pour le *New Labour*, d'organiser en même temps deux campagnes de communication, l'une sur la très impopulaire guerre et l'autre sur la candidature de Londres pour accueillir les Jeux olympiques.

porte-parole elles déclarent, tout en ambiguïtés, que si les syndicats affiliés au parti sont tenus de soutenir le candidat officiel, ils disposent de leurs propres fonds comme bon leur semble. Le *New Labour* sait que Livingstone jouit d'une grande popularité auprès des syndicats de cheminots dans la mesure où il s'oppose à toute privatisation des transports en commun. D'autre part, le maire s'est engagé à revoir les salaires à la hausse lorsque la responsabilité du métro sera transférée à *Transport for London*.

Si le bilan du projet phare de Livingstone connaît une période difficile après des débuts spectaculaires, il n'empêche pas les cadres du *New Labour* – hormis Prescott et Brown dont l'animosité envers « Ken le Rouge » est toujours intacte – d'envisager son retour au sein du parti lors du prochain congrès annuel. Pour sa part, Blair se contente de dire que la décision sera prise par le *NEC*, se dédouanant ainsi de toute responsabilité personnelle dans ce dossier. Tout comme les instances dirigeantes du parti, le Premier ministre sait, grâce aux différents sondages, que Nicky Gavron arrivera au mieux en quatrième position derrière Livingstone, Norris et Hughes, le candidat des Libéraux Démocrates, lors des prochaines élections à la mairie. Or, si le *New Labour* souhaite que sa candidate officielle cède docilement sa place au profit de Livingstone, il se trompe : les négociations avec elle s'annoncent rudes d'autant que le 6 juin, malgré leur pacte électoral concernant les deuxièmes choix, Livingstone l'a remplacée au poste d'adjointe par l'écologiste Jenny Jones. Selon le maire, il s'agit tout simplement de la rotation normale à laquelle ce poste est soumis, mais pour Gavron et le *New Labour*, Livingstone cherche ni plus ni moins à capter le vote écologiste lors des prochaines élections.

Quelques jours avant le congrès du Parti travailliste, l'élection partielle à *Brent East* est emportée par les Libéraux Démocrates. Il s'agit de la première fois depuis quinze ans – et surtout depuis l'arrivée du *New Labour* au pouvoir – qu'une telle défaite est enregistrée. Cet échec s'ajoute aux soucis créés par les révélations de l'enquête menée par Lord Brian Hutton sur le suicide du scientifique David Kelly²⁹, et de manière plus générale, par l'hostilité de l'opinion publique envers la guerre en Irak. L'atmosphère pendant le congrès s'en ressent et à l'abri des regards, on décide de ne pas lancer en grande pompe, comme prévu, la campagne de Nicky Gavron. Sa candidature n'est pas assez crédible par

²⁹ Employé du Ministère de la Défense et expert en guerre biologique, il est retrouvé mort le 17 juillet 2003 près de son domicile. Kelly était le principal informateur de Andrew Gilligan, journaliste à la *BBC* qui enquêtait sur la falsification d'un rapport par le gouvernement britannique sur la présence d'armes de destruction massive en Irak.

rapport à celle de Livingstone qui bien qu'exclu du parti, assiste au congrès³⁰. Si aucune mention n'est faite de son éventuelle réintégration, on s'accorde à dire – ouvertement d'ailleurs – qu'avec Gavron, le *New Labour* ne gagnera pas la mairie. Alors que le Premier ministre lui-même avoue pendant le congrès avoir perdu le contact avec la base de son parti, Livingstone déclare dans un discours non répertorié par les organisateurs³¹ qu'il peut justement contribuer à améliorer les liens avec les sympathisants travaillistes.

Fort de sa popularité auprès de la base du parti, dont il est impératif de reconquérir le soutien, Livingstone commence à négocier lui-même son retour au sein du Parti travailliste. On le soupçonne même de vouloir préparer sa carrière politique après la mairie, car Livingstone n'a jamais renoncé à l'idée de diriger, un jour, le Parti travailliste. À la fin du mois, un sondage réalisé par la compagnie MORI montre que Livingstone a de grandes chances d'être élu l'an prochain pour un deuxième mandat qu'il se présente en tant que candidat indépendant ou pour le compte du Parti travailliste³². La perspective d'une deuxième victoire est d'autant plus inquiétante qu'elle confirmerait la tendance d'une partie de l'électorat de gauche à vouloir infliger des camouflets au *New Labour*. Or, la date fixée pour les élections à la mairie coïncide, cette fois-ci, avec celles retenues pour les élections municipales et européennes, l'occasion rêvée pour l'électorat de tous bords de sanctionner le *New Labour*. Ses propres partisans pourront montrer leur hostilité envers le parti sans craindre de faire basculer la majorité au parlement dans le camp adverse. La menace d'une telle débâcle est telle qu'une victoire aux élections à la mairie paraît indispensable et il ne reste qu'à trouver le moyen de remplacer Gavron par Livingstone sans qui quiconque ne perde la face lors de la manœuvre.

La réintégration de Livingstone pour défendre les couleurs du *New Labour* est rendue plus aisée lorsque Gordon Brown se voit refuser l'un des trois sièges au NEC qu'il incombe au Premier ministre de pourvoir. Selon ses propres dires, Brown demandait ce siège pour être au cœur de la prochaine échéance électorale alors que ses détracteurs le

³⁰ La popularité du maire avait été renforcée encore plus au mois de septembre lorsqu'un sondage révéla qu'il était considéré comme « le personnage ayant le plus d'autorité dans les services publics en Grande-Bretagne », « Livingstone judged most influential figure in Britain's public services », *The Guardian*, September 10, 2003. En déclarant qu'il souhaite mettre cette notoriété au service du parti de son cœur, Livingstone plaça clairement la responsabilité de sa réintégration entre les mains du *New Labour*.

³¹ *Fringe meeting*.

³² Sa victoire sera cependant plus confortable s'il reste indépendant que s'il choisit de faire campagne pour le compte du Parti travailliste.

soupçonnent de vouloir renforcer son influence au sein du parti de manière à préparer sa mutation de Chancelier en Premier ministre. Tony Blair, pour sa part, sait pertinemment que la réintégration de Livingstone est un vœu pieux si Brown siège auprès du *NEC* car le Chancelier en profitera pour bloquer toute demande en ce sens. Comme pour mieux préparer l'opinion à l'annulation de l'exclusion de Livingstone, le 6 novembre Blair et Livingstone inaugurent côte à côte une usine réhabilitée à *Dagenham*, chacun faisant l'éloge des efforts déployés par l'autre pour rendre cette ouverture possible. Le lendemain, la presse titre « *Blair veut que Livingstone rentre au bercail* »³³ et les cadres du parti sont ouvertement priés par le Premier ministre de s'en occuper : il leur faut, en revanche, se débrouiller pour que le parti *invite* Livingstone à redevenir membre, car statutairement une demande de réintégration de sa part n'est pas recevable. Elle ferait, par ailleurs, jurisprudence et donnerait des idées aux quelque quatre cents autres exclus. Mais sachant que Brown et Prescott ne cautionneront jamais l'idée d'inviter Livingstone à revenir, Blair doit compter sur la complicité de ses autres cadres : si tous reconnaissent le succès - même « relatif » - de la taxe anti-embouteillages, la Ministre de la Culture, Tessa Jowell, soutient la réintégration de Livingstone en évoquant les bonnes relations qu'elle entretient avec la mairie au sujet de la candidature olympique. Ian McCartney, président du groupe travailliste à la Chambre des Communes y est favorable ainsi que David Blunkett, Ministre de l'Intérieur et un proche de Tony Blair. Il ne reste plus qu'à négocier avec Gavron, toujours convaincue, malgré les sondages, qu'elle peut gagner les prochaines élections à la mairie de Londres. Si, en 2000, c'est par un processus de sélection truqué que Livingstone a été écarté de l'investiture travailliste, cette fois-ci, c'est vraisemblablement par une entourloupe qu'il va pouvoir concourir.

Les tractations concernant la réintégration de Livingstone battent leur plein et Gavron se sent de plus en plus acculée à céder sa place. Après un entretien avec le Premier ministre, elle a beau répéter que celui-ci ne lui a jamais exigé de renoncer à être la candidate officielle du parti, sa crédibilité semble définitivement atteinte. Pour éviter une humiliation cinglante, Gavron s'empresse d'indiquer être ouverte à toutes les propositions concernant sa candidature et ajoute à qui veut l'entendre, tout en annonçant la poursuite de sa propre campagne, qu'elle agira surtout dans l'intérêt du parti. Soucieuse de préserver sa propre crédibilité, mais consciente des conséquences désastreuses de cette lutte intestine pour le parti, elle demande au *NEC* de trancher.

³³ *Blair wants Livingstone back.*

Avant de saisir le *NEC*, le bureau du Premier ministre sonde les membres du groupe parlementaire travailliste et constate une certaine hostilité par rapport à la réintégration de Livingstone. D'une part, les députés craignent qu'une telle démarche ne soit le signe d'une grande faiblesse mais aussi l'occasion pour les adversaires politiques de constater le retour de l'extrême gauche au sein du parti. D'autre part, on exprime le sentiment selon lequel Gavron peut gagner à la condition de recevoir le soutien sans faille du parti, ce qui aurait l'avantage de montrer que le *New Labour* souhaite que le poste de maire soit le reflet d'une orientation politique forte. Se greffe à ces hésitations le fait que l'assemblée se prépare à examiner le budget de la *GLA* et d'après les rumeurs, le maire pourrait connaître quelques difficultés compte tenu des déficits colossaux engendrés par ses projets dans le domaine des transports en commun. Le soutien des syndicats, en revanche, semble tout acquis à Livingstone et dans une lettre ouverte publiée le 28 novembre, *Unison*, *Amicus*, *T&G*, *CWU* et *FBU* invitent les dirigeants du Parti travailliste à procéder dès que possible à sa réintégration pour créer une bonne dynamique en vue des multiples élections qui auront lieu le même jour.

Au début du mois de décembre, suite à d'intenses négociations, Nicky Gavron déclare vouloir « *mettre ses compétences au service du Parti travailliste en faisant 'cause commune' avec Ken Livingstone* ». Ils auraient conclu un accord selon lequel en cas de victoire de Livingstone, Gavron serait nommée adjointe permanente, son poste n'étant plus soumis, comme précédemment, au roulement. Compte tenu de cette évolution, le *NEC* inscrit « officieusement » la question d'écourter l'exclusion de Livingstone à l'ordre du jour de sa prochaine réunion sachant qu'il est d'ores et déjà probable que le maire actuel sera soumis à un nouveau test de loyauté envers le parti. Par ailleurs, on devra aussi lui faire comprendre que le manifeste du candidat officiel sera écrit pour l'essentiel par le *New Labour*. Cependant, John Prescott, Charles Clarke et Gordon Brown, rejoints récemment par Jack Straw, Hilary Armstrong et surtout Neil Kinnock, commissaire européen et ancien leader qui jouit d'une grande popularité auprès des membres du parti, continuent d'afficher une hostilité franche envers Livingstone. Le Chancelier mène cette révolte et à la veille de la réunion du *NEC* demande solennellement à Blair d'empêcher le retour de celui qui a trahi toutes les valeurs chères au *New Labour*.

Le 16 décembre est conclu un accord des plus rocambolesques au sujet de l'éventuelle réintégration de Livingstone : juste avant la réunion du *NEC*, on apprend que Gavron s'est retirée de la course en déclarant officiellement vouloir éviter aux membres du parti un choix cornélien. Ce retrait arrive à points nommés car il rend désormais recevable la demande formulée par Livingstone d'être le candidat du Parti travailliste.

Par conséquent, grâce à une pirouette administrative, le *NEC* peut sauver la face en l'invitant à réintégrer le parti pour remplir une mission électorale évitant, par la même occasion, l'humiliation suprême de devoir accepter la demande de réadmission de Livingstone avant la fin de son exclusion de cinq années. Sans perdre de temps, le *NEC* organise la mise en place d'une commission *ad hoc* composée de cinq membres chargés d'évaluer la loyauté de Livingstone³⁴. Suite à l'audition du candidat, la commission disposera d'un délai d'un mois avant de faire son rapport au *NEC* qui, à ce moment-là, prendra une décision définitive³⁵. Cette solution est votée par vingt-cinq des vingt-sept membres du *NEC* mais tous savent que le plus dur reste à faire : si Livingstone réussit son test de loyauté et si, lors d'un vote, les syndicats ainsi que les militants travaillistes inscrits à Londres avalisent sa candidature, il faudra le convaincre de faire campagne en respectant les grandes orientations du parti. Il faudra aussi, dorénavant, savoir prendre en compte la demande d'un milliard de livres pour rénover le métro londonien émanant du candidat officiel plutôt que du maire indépendant.

Le 7 janvier il faut trente-trois minutes à la commission *ad hoc* pour approuver à l'unanimité la réintégration de Livingstone après avoir pris acte de sa promesse écrite de respecter « la constitution, les principes et les choix politiques » du Parti travailliste. Quatre heures plus tard, le *NEC* réuni en session plénière entérine cette décision par vingt-deux voix contre deux, le Premier ministre lui-même faisant acte de la plus parfaite contrition en avouant s'être trompé sur les capacités de Ken Livingstone à gouverner la capitale³⁶. En déclarant que le maire a fait « *du bon boulot pour Londres* », Blair tente de contrer l'idée selon laquelle son parti fait preuve du plus grand opportunisme en écourtant l'exclusion de Livingstone. Prescott, en revanche, est nettement moins enthousiaste et déclare devoir « *se pincer le nez* » pour approuver la décision.

D'aucuns prétendent que Livingstone aurait monnayé sa réintégration en promettant de suivre la ligne du parti à la condition de recevoir de l'aide pour faire aboutir certains projets. En effet, peu de temps

³⁴ Les cinq membres seront Ian McCartney, président du Parti travailliste, Mary Turner, présidente du *NEC*, Margaret Wall du syndicat « Amicus », Mike Griffiths du syndicat *GPMU* et Jimmy Elsby, le trésorier du Parti travailliste. Blair et Prescott pourront assister à la réunion en tant que simples témoins.

³⁵ Tout porte à croire, cependant, que le *NEC* agira très vite afin de permettre au parti de préparer dès que possible sa campagne électorale.

³⁶ Quelques jours plus tard lors d'une soirée entre amis politiques Livingstone déclare : « Blair et Thatcher. Tous les deux ont essayé de m'écraser et tous les deux ont échoué ».

après, lorsque le maire fait publiquement l'éloge à Gordon Brown, son ennemi de toujours, de la manière dont le chancelier a su gérer les finances du pays, l'hypothèse d'un accord semble se confirmer. Le 16 janvier, Londres se déclare officiellement candidate pour accueillir les Jeux olympiques de 2012 et la poignée de main entre Tony Blair et Ken Livingstone en dit long sur la future collaboration souhaitée entre la mairie de Londres et le gouvernement. En effet, suite à l'officialisation de la candidature olympique, il s'installe une ambiance de coopération jusqu'alors inconnue entre Livingstone et le *New Labour* mais on apprend rapidement que ce changement d'attitude s'accompagne d'un assouplissement du Ministère des Finances par rapport à l'actionnariat populaire que le maire a toujours souhaité mettre en place pour rénover les différentes infrastructures de la capitale et notamment les transports en commun. L'amélioration du climat entre la mairie et le gouvernement est donc à nuancer, car il s'avère que le secteur privé ne s'intéresse guère au projet de *CrossRail*, voie ferrée en partie enterrée censée relier le nord-est à l'ouest de la capitale. Or, le gouvernement n'a aucunement l'intention de prendre à sa charge le coût de cette construction pharaonique estimé à £10 milliards et sait que l'impôt local n'a pas le potentiel, non plus, d'y faire face. Pourtant, la réalisation de ce maillon manquant dans le système de transports en commun de la capitale serait d'une utilité publique reconnue de tous et renforcerait considérablement le dossier olympique.

Le 2 février, 85,2% des organisations londoniennes³⁷ affiliées au Parti travailliste et 45,8% des militants inscrits à Londres participent au vote pour approuver – ou désapprouver - l'investiture de Livingstone en tant que leur candidat officiel à l'élection du mois de juin à la mairie de Londres. Son succès est indiscutable, car 100% des organisations affiliées approuvent le choix du parti ainsi que 87,7% des militants. Pourtant, des voix s'élèvent déjà pour dénoncer l'attitude de Livingstone, regretter son indépendance et s'interroger sur le prix qu'il aura à payer pour cette réintégration. En renonçant à son statut d'indépendant et en s'acoquinant avec le Parti travailliste, Livingstone a en effet déçu une bonne partie de ses sympathisants. Pour éviter que ce phénomène ne s'amplifie, est orchestrée une distanciation réciproque entre le candidat et le parti qui a tout mis en œuvre pour le réintégrer. Avec la bénédiction discrète du *New Labour*, le maire revendique ouvertement le droit de défendre les intérêts de Londres et des Londoniens avant ceux du parti. À tel point d'ailleurs, que toute référence au « Labour » disparaît de bon nombre de ses écrits, et ne figure tout au plus qu'en lettres minuscules sur ses tracts de campagne. Pour exploiter les résultats des sondages, le camp de Livingstone n'hésite pas à comparer les résultats obtenus par

³⁷ Il s'agit principalement des syndicats.

les Conservateurs, les Libéraux Démocrates et par « Ken ». Dans cette dernière ligne droite, Livingstone essaie de renouer avec l'image très populaire de « candidat indépendant ». Ainsi peuvent s'expliquer certains écarts de conduite de Livingstone par rapport à sa promesse de respecter la ligne officielle du parti. En agissant de la sorte de temps à autre, en faisant des déclarations aussi intempestives qu'inattendues³⁸, Livingstone entretient délibérément son image de franc tireur, membre du Parti travailliste certes, mais avant tout maire de Londres, indiquant ainsi que ce statut exige une certaine indépendance. Cependant, la complémentarité entre ces deux identités ne vaudra que s'il gagne l'élection à la mairie alors que la confusion qu'elles peuvent faire naître ne peut qu'alimenter l'abstention dont il sera inévitablement la principale victime.

En dépit de son nouveau statut de « maire de Blair », le 11 juin Ken Livingstone est déclaré vainqueur pour la deuxième fois consécutive avec, au premier tour, un écart de 143 118 voix (7,7%) par rapport à Norris porté à 161 202 (10,8%) lorsque les deuxièmes choix sont comptabilisés³⁹. Le taux de participation est supérieur à celui de 2000 et Livingstone obtient en conséquence plus de voix lors du premier tour mais un pourcentage du total plus faible. Norris, en revanche, améliore les deux et réduit l'écart avec Livingstone de 1,1% par rapport à l'élection de 2000. Comme prévu par les sondages, Hughes arrive en troisième position et les Libéraux Démocrates améliorent leur score de quelque 3,4%. En ce qui concerne l'assemblée, on constate la même baisse significative du nombre de voix accordées aux travaillistes ce qui entraîne la perte de deux sièges : celui de la circonscription de *Brent & Harrow* - qui plus est celle de Toby Harris, président de groupe auprès de la *GLA* - et un siège de « membre additionnel »⁴⁰. Le Parti conservateur se maintient au même niveau que l'assemblée précédente avec un total de neuf sièges. Tandis que les Verts et les Libéraux Démocrates perdent un siège chacun, le grand gagnant de cette élection est sans aucun doute UKIP (*United Kingdom Independence Party*) qui obtient deux sièges alors qu'il n'était pas représenté dans l'assemblée précédente. Selon toute vraisemblance, UKIP aurait profité d'un effet de ricochet par rapport aux élections européennes organisées le même jour, les électeurs choisissant de s'exprimer à deux reprises sur le besoin d'indépendance de la Grande-Bretagne.

Conclusion

³⁸ Le 19 mai Livingstone demande à Blair de retirer les troupes britanniques d'Irak et exprime le souhait de voir Bush jugé pour crimes de guerre.

³⁹ Pour connaître les résultats en détail de ce scrutin voir <http://www.election.demon.co.uk/gla.html>

⁴⁰ *Ibid.*

La journée du 10 juin 2004 voit les travaillistes chuter lourdement, sauf à Londres. Il n'est pas de doute que le Parti travailliste a souffert d'une réaction hostile par rapport à la guerre en Irak tandis qu'à Londres, grâce à ses prises de position personnelles très claires contre ce conflit, Livingstone a été relativement épargné par ce vent de contestation. Fort d'être le seul travailliste à sortir la tête haute de cette journée d'élections multiples, les premiers mots de Livingstone, une fois réélu, sont pour son parti et il n'hésite pas à déclarer devoir sa victoire en partie au gouvernement dont le soutien financier a été crucial pour améliorer les services de bus et augmenter le nombre de policiers dans les rues de la capitale. Ainsi, il inscrit sa victoire dans la collaboration souhaitée entre le gouvernement central et la mairie : celle-ci a une obligation de services auprès du public et entend que ce dernier la soutienne dans cette mission.

Si jusqu'alors, Livingstone semble avoir tiré son épingle du jeu des rapports conflictuels entre la mairie et le gouvernement, c'est en grande partie grâce à sa capacité à tourner à son avantage les manœuvres organisées pour le détrôner. Maintenant qu'il est revenu au sein du parti auquel il a consacré toute sa vie politique, c'est désormais sa coopération avec le *New Labour* qui fera l'objet de toutes les attentions. À cet égard, l'enjeu d'un éventuel troisième mandat sera le bilan dressé par ses électeurs de sa capacité à mener de front les dossiers principaux – principalement l'organisation des Jeux olympiques – avec le gouvernement tout en assumant l'indépendance de la mairie. À la condition que l'entente cordiale entre le pouvoir central et la mairie continue de régner, *a priori* rien ne s'oppose à ce que Livingstone soit de nouveau élu maire de Londres en 2008. Si ce n'est qu'à force de collaborer trop ouvertement avec le *New Labour*, « Red Ken » pourrait voir sa popularité s'effriter. Dans ce cas, pour renouer avec son électorat un retour vers des jeux de pouvoir plus antagonistes et plus contestés lui sera certainement bénéfique. Pour préserver sa propre crédibilité politique et celle du maire, Livingstone devra trouver, alors, le moyen de maîtriser les coulisses du pouvoir dans le respect du regard que le monde entier braque sur Londres à mesure qu'elle reprend sa place en tant que capitale internationale.

Bibliographie :

CIVARDI Christian & JONES Moya, *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au Pays de Galles*, Revue Française de la Civilisation Britannique, XIV, 1, 2006.

D'ARCY Mark et MACLEAN Rory, *Nightmare ! The Race to Become London's Mayor*, London : Politico's Publishing, 2000.

FOURCHES Marc, « Citoyen ou consommateur face à la PFI : des questions en suspens », dans Raphaële ESPIET-KILTY & Timothy WHITTON, *Citoyens ou consommateurs : les mutations rhétoriques et politiques au Royaume-Uni*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2006.

LEYDIER Gilles (coordinateur), *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au Pays de Galles, 1966-1999*, Paris : Ellipses, 2007.

« Livingstone judged most influential figure in Britain's public services », *The Guardian*, September 10, 2003.

WHITTON T., « La mairie de Londres et la décentralisation : entre autonomie et indépendance », *Revue Française de Civilisation Britannique*, XIII, 2, printemps 2005.

WHITTON T., « La mairie de Londres: l'exception qui confirme la règle », dans LEYDIER Gilles (ed.), *Les services publics britanniques*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2004.

OBSERVATOIRE
DE LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE

Les coulisses du pouvoir

Métaphore spatiale pour les hautes sphères des instances politiques, soustraites au regard du public, les coulisses du pouvoir constituent un espace privilégié et restreint qui forme le substrat de la démocratie britannique.

Ce numéro explore la structure, le rôle et le fonctionnement de ce « labyrinthe » souvent méconnu, à Westminster ou à Whitehall, au sommet de l'Etat comme au sein des nouvelles institutions décentralisées.

Lieu de régulation des tensions engendrées par le jeu des différentes composantes politiques, les coulisses du pouvoir apparaissent en pleine mutation.

L'arrivée des nouvelles technologies de communication, l'accès démultiplié à l'information, le déplacement de certains lieux de pouvoir vers des instances « dépolitisées », l'émergence de formes d'expression démocratique alternatives, rendent-ils le terme caduc ?

L'évolution récente du pouvoir des lobbies signifie-t-elle une mainmise par la « démocratie du marché » sur le système politique ?

Assiste-t-on à une redéfinition de la démocratie parlementaire au Royaume-Uni ?

12 euros

